

REPUBLIQUE FRANÇAISE **DEPARTEMENT DE VAUCLUSE** COMMUNE DE COURTHEZON **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DÜ CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 05 décembre 2023

Délibération n°2023109

Date de convocation: 28/11/2023

Membres en exercice: 29

Votants: 27

POUR: 27

CONTRE: 0

ABSTENTION: 0

Le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente décision.



L'an deux mille vingt-trois et cinq décembres à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Nicolas PAGET, Maire:

Présents: Jean Pierre FENOUIL, Alexandra CAMBON, Corinne MARTIN, Xavier MOUREAU, Christelle JABLONSKI, Benoît VALENZUELA, CVIII FLOURET, Adjoints, Anne-Marie PONS, Marie SABBATINI, Marc GELEDAN, Alain CHAZOT, Sabine BONVIN. Cendrine PRIANO-LAFONT, Julien LENZI, Paul CHRISTIN, Caroline FAYOL, Jérôme DEMOTIER, Lysiane VOISIN, Benjamin VALERIAN, Christiane PICARD, Jean-Paul RIGOTARD BARBADORO, Cédric MAURIN, Anca-Loredana FINE, Conseillers.

Excusés:

Fanny LAUZEN-JEUDY pouvoir à Cédric MAURIN Laurent ABADIE pouvoir à Nicolas PAGET Françoise PEZZOLI pouvoir à Alexandra CAMBON

Absents:

Mariorie BOUCHON Catherine ZDYB

Secrétaire de Séance :

Alexandra CAMBON

FINANCES / MISE EN PLACE DE LA FONGIBILITÉ DES CRÉDITS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre du passage à la comptabilité M57, le Conseil municipal a la possibilité d'autoriser l'exécutif à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section concernée, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Cette possibilité permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre. Dans ce cas, Monsieur le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2121-29.

Vu L'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu L'arrêté interministériel du Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du Ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018

relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Considérant qu'il est possible de permettre à Monsieur Le Maire de disposer de la capacité de procéder à la fongibilité de crédits selon un cadre exposé ci-dessus pour un taux maximum de sept et demi pour cent (7,5%).

Le conseil municipal ayant oui l'exposé du Maire-Adjoint aux Finances et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de sept et demi pour cent (7,5%) du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance Alexandra CAMBON Le Maire Nicolas PAGET

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits Ont signé les membres présents, Pour copie conforme.